

**CONVENTION DES NATIONS UNIES
SUR LE DROIT DE LA MER**

**COMMISSION DES LIMITES
DU PLATEAU CONTINENTAL**Distr.
GÉNÉRALECLCS/19
21 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Sixième session
New York, 30 août-3 septembre 1999

LETTRE DATÉE DU 21 OCTOBRE 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE
LA CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES
LIMITES DU PLATEAU CONTINENTAL

L'Assemblée générale étant chargée de suivre, au titre du point 40 de son ordre du jour, toutes les questions relatives aux océans et au droit de la mer, et plus particulièrement l'application au niveau mondial de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Commission des limites du plateau continental m'a prié, en ma qualité de président, de porter à l'attention de l'Assemblée plusieurs questions importantes liées à l'application de l'article 76 de la Convention. Comme vous le savez, cet article définit les modalités de fixation de la limite extérieure du plateau continental d'un État côtier quand ce plateau s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

L'objectif de la Commission des limites du plateau continental est de faciliter l'application de la Convention sur le droit de la mer en ce qui concerne la fixation de la limite extérieure du plateau continental au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

En vertu des dispositions de l'article 76 et de l'annexe II de la Convention, la Commission adresse aux États côtiers des recommandations sur les questions concernant la fixation des limites extérieures de leur plateau continental lorsque celui-ci s'étend au-delà de 200 milles marins. Les recommandations et les travaux de la Commission ne préjugent pas de la question de la délimitation du plateau continental entre des États dont les côtes sont adjacentes ou se font face.

Les recommandations de la Commission sont fondées sur les informations et autres données contenues dans les demandes des États. Les limites fixées par un État côtier sur la base de ces recommandations sont définitives et s'imposent à tous les États. La Commission est chargée de fournir, à la demande de l'État concerné, des conseils scientifiques et techniques pour l'établissement de sa demande. Elle est actuellement prête à accepter les demandes présentées par les

États côtiers et à fournir tous les conseils scientifiques et techniques dont les États pourraient avoir besoin pour préparer ces demandes.

La Commission a été constituée en vertu de l'annexe II de la Convention. Aux termes de cette annexe, la première élection des membres de la Commission aurait dû avoir lieu "dans un délai de 18 mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention", soit le 16 mai 1996 au plus tard. À la troisième Conférence des États parties à la Convention, en 1995, il a été décidé de reporter l'élection jusqu'en mars 1997, afin de permettre à d'autres États de devenir parties à la Convention et proposer des candidats à l'élection. De fait, le report de l'élection a permis à 31 pays supplémentaires d'adhérer à la Convention, et huit d'entre eux ont présenté des candidats qui ont été élus et siègent actuellement. Il a été décidé que, dans le cas où un État partie à la Convention avant le 16 mai 1996, soit 18 mois après son entrée en vigueur, éprouverait des difficultés à s'acquitter de l'obligation qui lui incombe de présenter les informations voulues à la Commission dans un délai de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État (annexe II, article 4, non souligné dans le texte), les États parties à la Convention, à la demande de cet État, examineraient la situation en vue d'y remédier (SPLOS/5, par. 20). L'élection des 21 membres de la Commission a eu lieu le 13 mars 1997.

Au cours des six sessions qui ont eu lieu depuis, la Commission s'est préparée à recevoir les demandes présentées par les États côtiers. Elle a défini son règlement intérieur (CLCS/3/Rev.2) et son modus operandi (CLCS/L.3) et a récemment achevé l'élaboration de ses Directives scientifiques et techniques (CLCS/11 et Add.1) qui guideront les États dans l'établissement de leurs demandes. Aucune demande n'a été reçue jusqu'à présent mais la Commission sait que certains États côtiers ont presque achevé leurs travaux. Bien que, comme nous l'avons vu plus haut, la date limite de présentation des demandes puisse être repoussée, les États côtiers ont été priés de noter qu'elle est toujours fixée à 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

Cette année, la Commission a adopté la version finale des Directives scientifiques et techniques (CLCS/11) qui ont pour objectif de préciser aux États côtiers la nature technique et la portée des données et des informations qu'ils doivent présenter. Ces directives, de nature très scientifique, portent sur la collecte des données géodésiques et autres méthodes évoquées à l'article 76 concernant la définition de la limite extérieure du plateau continental, les critères utilisés étant notamment la détermination du pied du talus continental, l'épaisseur des roches sédimentaires et la structure des dorsales sous-marines et autres hauts-fonds. La Commission a également adopté des annexes aux Directives (CLCS/11/Add.1) qui comprennent notamment des diagrammes récapitulant les procédures décrites dans les Directives.

La Commission a examiné la question des cours de formation qu'il faudrait mettre en place afin de développer les connaissances et les compétences requises pour l'élaboration des demandes concernant les limites extérieures du plateau continental. L'objectif est de parvenir à une meilleure compréhension de l'article 76 de la Convention et des Directives, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement. Des recherches ont été entreprises pour définir les besoins et les moyens disponibles. On a notamment passé en revue

les programmes et capacités de formation existant au sein du système des Nations Unies. Il apparaît clairement qu'il faut appuyer tant politiquement que financièrement les programmes de formation, notamment ceux destinés aux pays en développement, à la fois au sein du système des Nations Unies et par l'intermédiaire d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales au niveau international ou régional.

Soucieuse de donner des conseils techniques et scientifiques supplémentaires aux pays pour les aider à formuler leurs demandes, la Commission a décidé de préparer l'année prochaine un manuel où les informations seront présentées sous forme de diagrammes. Elle a également décidé d'organiser une séance ouverte à tous d'une journée au cours de sa septième session l'an prochain (du 1er au 5 mai 2000), afin de sensibiliser les États à la nécessité de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 76 concernant la définition des limites extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles marins, compte tenu qu'ils doivent, aux termes de la Convention, présenter toutes informations utiles dans un délai de 10 ans.

La Commission, qui est chargée de fournir des conseils aux États côtiers, préparera un projet de cours de formation d'une durée de cinq jours environ, destiné aux professionnels qui prennent part à l'élaboration des demandes. Par ailleurs, plusieurs membres du Groupe de travail de la Commission sur la formation formuleront des propositions concernant la création de modules de formation adaptés à leurs propres régions et procéderont à une évaluation régionale des capacités et des besoins de formation.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission serait obligée aux délégations participant à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale d'envisager d'inclure dans la résolution qui sera adoptée au titre du point 40 de l'ordre du jour, "Les océans et le droit de la mer", des dispositions encourageant les États parties à la Convention qui se proposent de définir les limites extérieures de leur plateau continental au-delà de 200 milles marins à prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions pertinentes de la Convention, et demandant un appui politique et financier pour les programmes de formation, en particulier pour les pays en développement, dans le cadre du système des Nations Unies et par l'intermédiaire d'autres organisations internationales et régionales.

Le Président de la Commission des
limites du plateau continental

(Signé) Yuri B. KAZMIN
